



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Réunion intergouvernementale ad hoc sur les nouveaux bureaux sous-régionaux de la CESAP pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est, l'Asie du Nord et l'Asie Centrale, et l'Asie du Sud et du Sud-Ouest

2-4 mars 2010
Bangkok

**RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS CHARGÉ DE DÉFINIR LES
PRIORITÉS DU NOUVEAU BUREAU SOUS-RÉGIONAL DE
LA CESAP POUR L'ASIE DU SUD ET DU SUD-OUEST**

(Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire)

Note du secrétariat

I. ORGANISATION DE LA RÉUNION

1. La Réunion du Groupe d'experts a été organisée pour définir, dans le contexte du programme de travail de la CESAP pour 2010-2011 et des propositions relatives au cadre stratégique pour 2012-2013, les priorités sur lesquelles pourraient être axées les activités du nouveau bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest. La Réunion s'est tenue à Bangkok les 21 et 22 octobre 2009.
2. Les principaux objectifs de la Réunion étaient les suivants:
 - a) Définir les besoins prioritaires de la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et le rôle que pourrait jouer la CESAP par l'intermédiaire de son bureau sous-régional pour répondre à ces besoins;
 - b) Étudier des mécanismes/modalités de coopération nationale/sous-régionale/régionale;
 - c) Recenser les difficultés éventuelles que pourrait poser le fonctionnement du nouveau bureau sous-régional et recommander des mesures pour la bonne exécution du programme de travail.
3. Les participants à la réunion étaient des experts désignés par les gouvernements des pays situés dans la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, à savoir l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal, le Pakistan et la Turquie.
4. La Secrétaire exécutive de la CESAP a ouvert la Réunion. Dans son allocution liminaire, elle a souligné l'importance d'une interaction entre les responsables des politiques de la sous-région et la CESAP. Elle a fait observer que la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest était un microcosme de la grande

diversité qui caractérisait la région de l'Asie et du Pacifique dans son ensemble du point de vue de la culture et du progrès social. Elle a indiqué que la croissance économique et la réduction de la pauvreté, l'énergie renouvelable, le transfert de technologie, le commerce et les moyens de faciliter l'action menée par l'ONU dans le cadre de son initiative « Unis dans l'action » étaient autant de questions qu'il était important d'examiner étant donné les besoins pressants de la sous-région et la rapide croissance des économies. Enfin, elle a demandé aux experts d'établir un ensemble de recommandations concrètes portant sur les domaines d'action stratégiques auxquels pourrait se consacrer le nouveau bureau sous-régional.

5. À l'issue de l'allocution d'ouverture de la Secrétaire exécutive, l'Administrateur général (Bureau de la Secrétaire exécutive de la CESAP) chargé des aspects fonctionnels de la création du bureau sous-régional, a présenté ses observations liminaires sur les objectifs, les modalités et les résultats attendus de la Réunion du Groupe d'experts, et a brièvement passé en revue les différents domaines du programme de la CESAP. Il a estimé qu'en faisant appel à leur expérience et à leur expertise collectives et en examinant les facteurs macroéconomiques, les questions sociales, la demande d'énergie et les problèmes liés à la durabilité de l'environnement, les participants devraient être en mesure de dresser une liste de travaux prioritaires stratégiques à l'intention du nouveau bureau sous-régional de la CESAP. Il a souligné qu'il importait d'explorer les possibilités de coopération et de synergies avec des organisations partenaires.

6. Les points suivants figuraient à l'ordre du jour adopté :

1. Ouverture de la réunion.
2. Introduction: objectifs, modalités et résultats attendus de la Réunion du Groupe d'experts, et introduction au programme de travail de la CESAP.
3. Besoins prioritaires de la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest.
4. Modalités de coopération nationale, sous-régionale et régionale.
5. Difficultés que le bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest sera appelé à surmonter.
6. Conclusions et recommandations.
7. Observations de clôture.

7. À titre d'information générale sur les points précités de l'ordre du jour, des exposés ont été présentés sur le sous-programme 8 « Activités sous-régionales pour le développement » du cadre stratégique pour 2010-2011, ainsi que sur les enseignements tirés des travaux du bureau sous-régional existant pour le Pacifique.

8. Les experts ont présenté des avis et opinions appropriés et circonstanciés sur les besoins prioritaires de leurs pays respectifs. Ces exposés ont été suivis de discussions très productives sur les domaines de travail prioritaires du nouveau bureau sous-régional. Les participants se sont entendus sur une série de recommandations concrètes concernant les domaines de travail que l'on pourrait envisager d'inscrire au programme du bureau sous-régional.

9. L'Administrateur général a présenté des observations de clôture et a souligné que les recommandations du Groupe d'experts alimenteraient le débat de la réunion intergouvernementale prévue pour le début de 2010.

II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

10. La Réunion a estimé que le bureau sous-régional constituait une instance importante qui pourrait renforcer la coopération sous-régionale en Asie du Sud et du Sud-Ouest en mettant l'accent sur les grands problèmes de développement économique et social, en même temps que veiller à ce que les besoins et les points de vue de la sous-région soient bien pris en considération dans les mesures prises pour promouvoir une coopération régionale plus large en Asie et dans le Pacifique.

11. Les participants sont convenus que le bureau sous-régional devrait promouvoir la coopération technique, en particulier la coopération Sud-Sud et triangulaire, entre ses États membres. À cet effet, il devrait s'efforcer de planifier et d'exécuter ses programmes de manière cohérente et coordonnée, conformément à l'approche des Nations Unies « Unis dans l'action », en mettant à profit toute la gamme de moyens du système de développement de l'ONU aux niveaux sous-régional et national afin de combler les principales lacunes du développement.

12. Les participants ont souligné l'importance de la prise en charge du bureau sous-régional par ses États membres et ont estimé que son fonctionnement devrait être centré sur les besoins particuliers de la sous-région et les cadres institutionnels et de coopération sous-régionale existants.

13. La Réunion a suggéré que le bureau sous-régional mette à profit son pouvoir mobilisateur pour promouvoir et concrétiser l'intégration régionale, susciter la bonne volonté et favoriser le dialogue.

14. La Réunion a souligné la nécessité de constituer des partenariats entre les gouvernements, la société civile, les médias et le secteur privé pour traiter les problèmes de développement de la sous-région, et elle a recommandé une approche multipartite pour la planification et l'exécution des programmes, y compris des partenariats public-privé.

15. La Réunion a estimé que dans l'exécution de son programme, le bureau sous-régional devrait créer des partenariats stratégiques avec d'autres institutions intergouvernementales et acteurs de développement de premier plan, notamment l'Organisation de coopération économique (ECO), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), la Banque asiatique de développement (BAsD) et son Programme de coopération économique sous-régionale pour l'Asie du Sud (SASEC), l'Initiative du Golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, la Banque islamique de développement et la Banque mondiale.

16. La Réunion a souligné la nécessité de définir les bonnes pratiques et de les disséminer dans les différentes sous-régions de la CESAP et a recommandé que tous les bureaux sous-régionaux de la CESAP s'emploient à promouvoir le partage de connaissances et de données d'expérience entre toutes les sous-régions de l'Asie et du Pacifique.

17. La Réunion a prié instamment la CESAP et demandé aux États membres et autres partenaires de développement d'apporter au bureau sous-régional les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions.

18. Le tableau ci-après indique de façon plus détaillée les opinions exprimées par les experts. Les participants se sont déclarés d'accord avec tous les domaines prioritaires retenus, qui correspondaient à leur opinion collective.

Tableau

Les experts, participant à titre personnel, ont défini les domaines de travail prioritaire ci-après :

Priorité 1	Priorité 2	Autres domaines (optionnel)	Observations
Sécurité alimentaire (agriculture, ressources en eau)	Facilitation du commerce	Gestion des changements climatiques, tourisme, TIC	
Appui à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, y compris l'égalité entre les sexes	Stabilisation macroéconomique et protection sociale axée sur la réduction de la pauvreté	Agriculture pour la prospérité économique des masses	Les programmes devraient être conçus pour combler les lacunes de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement à court et à moyen termes
Valorisation des ressources humaines (éducation et santé, une attention particulière étant consacrée à la problématique hommes-femmes)	Infrastructure (en liaison avec les problèmes d'accès)		
Connectivité transfrontière (collectivités, pouvoirs publics) dans le cadre d'une réelle coopération ne se limitant pas aux transports	Sécurité alimentaire (ne se limitant pas aux technologies; grâce à une meilleure base de connaissances; attention spéciale apportée à l'eau)		L'établissement de rapports de confiance est un important élément
Énergie (développement des énergies renouvelables)	Environnement (prise en compte des problèmes liés au débordement des lacs glaciaires; adaptation aux changements climatiques)		

Priorité 1	Priorité 2	Autres domaines (optionnel)	Observations
Gestion du risque de catastrophe (système d'alerte rapide et renforcement des capacités connexes)	Environnement (création d'un forum chargé d'examiner les systèmes d'incitation environnementale; renforcement des capacités des systèmes de planification environnementale)		
Réalisation d'une croissance économique durable (partage des meilleures pratiques de gestion des ressources)	Promotion du commerce	Lutte contre les migrations illégales et la traite des êtres humains	
Intégration régionale (collaboration avec les institutions sous-régionales existantes; collaboration avec d'autres sous-régions de l'Asie et du Pacifique)	Appui aux pays les moins avancés et aux autres pays ayant des besoins particuliers pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement		
Gestion hydraulique	Égalité entre les sexes		
Infrastructure (passage des frontières)	Égalité entre les sexes		
Amélioration de la connectivité pour la sécurité alimentaire, le développement économique et la gestion des changements climatiques	Gestion énergétique	Gestion hydraulique	

Priorité 1	Priorité 2	Autres domaines (optionnel)	Observations
Facilitation du commerce et du transit	Coopération énergétique	Gestion des zones frontières	Le rôle du secteur privé est important (habilitation, connectivité; il conviendrait d'accorder une attention particulière à la durabilité des programmes pour les pays en transition

Note:

Tous les experts ont demandé que leur nom ne figure pas dans le tableau afin de présenter leur opinion collective.

- - - - -